

La jeunesse égyptienne désabusée par la politique

Déprimés par l'échec de la révolution et la répression, les jeunes se réfugient dans l'ironie et les réseaux sociaux

LE CAIRE - *envoyée spéciale*

Attablés au bord du Nil, dans le centre culturel Al-Sawy du quartier huppé de Zamalek, au Caire, les cinq jeunes Égyptiens ont d'abord souri et se sont sondés du regard avant d'éclater de rire à la question de savoir qui irait voter à l'élection présidentielle. « *Aucun d'entre nous, bien sûr* », résume Eslam, 27 ans, un assistant de la faculté d'ingénierie d'Ain Chams. Cette désaffection vis-à-vis du scrutin, qui se tient du 26 au 28 mars, et de la politique en général, ils la partagent avec une majorité des 18-29 ans, le quart de la population égyptienne.

La réélection assurée du président Abdel Fattah Al-Sissi laisse un goût amer à cette génération qui a grandi avec l'immense espoir suscité par la révolution du 25 janvier 2011 et ses idéaux de « *liberté, pain et justice sociale* ». « *Quel besoin de voter quand on connaît le résultat ? Et je n'ai pas dit que j'étais pour ou contre le vainqueur* », dit Eslam, avec une certaine réserve. « *Moi, je le dis : Sissi va gagner, et il est hors de question que je contribue à la destruction qui s'annonce. Nous sommes déjà opprimés. Si je vote, je participe à ma propre oppression* », rétorque Ayman, un étudiant ingénieur de 21 ans.

« *Les gens ne trouvent pas de quoi manger. Je travaille dur pour me payer des études qui, de toute façon, ne sont pas au niveau. Tout le monde souffre, et le président gaspille l'argent dans des projets pathétiques* », poursuit Ayman, citant les mégaprojets comme le doublement du canal de Suez ou l'édification d'une seconde capitale. « *Il vend l'Égypte morceau par morceau* », ajoute-t-il. Deux îles à l'Arabie saoudite, un peu du Sinaï et d'autres terres aux Émirats. Si ça avait eu lieu sous Morsi [le président islamiste de 2012 à 2013], tout le monde aurait protesté en disant que les Frères musulmans vendent le pays, mais aujourd'hui les gens ont peur. »

Des « oiseaux » sur les campus

La peur et la résignation l'ont aussi emporté chez eux. C'est la première fois qu'ils parlent politi-

que entre eux – ou dans quelque autre cercle – depuis longtemps. Depuis qu'Abdel Fattah Al-Sissi a été élu à la tête de l'Égypte, en mai 2014, sur fond de répression contre la confrérie islamiste des Frères musulmans, ils ont vu leur liberté d'expression et leur espace

de participation se réduire drastiquement. Dans la rue, l'expression politique n'a plus droit de cité depuis une loi de novembre 2013 qui a totalement restreint le droit à manifester et donné lieu à des centaines d'arrestations et de condamnations à la prison.

Foyers d'un mouvement de contestation lancé par des étudiants proches des Frères musulmans à l'automne 2013, avant de s'étendre aux courants pro-révolutionnaires, les universités ont été mises en coupe réglée. Profitant de leur prérogative nouvelle d'expulser les contestataires, leurs présidents ont multiplié les conseils disciplinaires et les sanctions, avant d'interdire totalement les activités politiques. Les « oiseaux » – surnom donné aux délateurs – sont apparus. Le coup de grâce a été porté à l'hiver 2015 avec l'abrogation des libertés accordées deux ans plus tôt aux syndicats étudiants, dominés par les jeunes Frères musulmans et révolutionnaires.

Première cible de la répression, les étudiants fréristes ont disparu de l'espace public en 2015. « *Ils ont été emprisonnés, se sont radicalisés pour certains ou se sont mis "en veille"* », analyse une chercheuse en science politique qui requiert l'anonymat. Dans les milieux ré-

« On ne parle plus que des choses utilitaires, des études, du travail. A quoi bon parler politique si c'est pour se rendre malade ? »

SARAH, 24 ANS
étudiante ingénieure

volutionnaires, devenus à leur tour cible de la répression, elle ob-

serve « *une démobilité générale, à l'exception de quelques événements mobilisateurs comme la campagne présidentielle de l'avocat des droits de l'homme Khaled Ali ou les manifestations contre la rétrocession des îles Tiran et Sanafir à l'Arabie saoudite. Mais depuis 2014, aucun mouvement n'a eu une ampleur significative. L'expression est confinée aux réseaux sociaux.* »

Toute voix critique à l'égard du régime, même non partisane, est traquée. Beaucoup se sont résignés. « *On ne parle plus que des choses utilitaires, des études ou du travail. A quoi bon parler politique*

si c'est pour se rendre malade ? Je connais tellement de gens qui ont été tués. On n'a pas besoin de plus de morts », dit Sarah, 24 ans, étudiante en ingénierie au Caire. Mohamed s'est renfermé sur lui-même. Après avoir pris part au tourbillon politique et culturel qui a suivi la révolution du 25 janvier, le graphiste cairote de 28 ans a tout lâché en 2014. Sa vie se limite à son travail dans un média privé, où on lui impose la propagande du régime, et aux moments de solitude.

« *On vit dans un pays sans opinion, où notre voix ne compte pas. Notre génération n'avait pas connu cela. On a tous rentré la tête dans les épaules. Quand vous n'avez plus d'espoir, vous n'avez plus de motivation pour rien* », dit-il, affecté. La douleur le cède à une colère sourde : « *Cette période ne va pas passer. Il n'y aura pas d'autre 25 janvier, plus personne n'ira mourir. On doit se débarrasser de tous ces vieux qui veulent contrôler nos vies. Je ne me sens pas le bienvenu dans mon pays.* » Comme beaucoup, il ne songe qu'à partir à l'étranger.

Le président Sissi n'a pas perdu toute la jeunesse égyptienne. Haggar et Adir, originaires de la province de Menoufia, un bastion du régime qui a donné à l'Égypte

deux présidents – Hosni Moubarak et Anouar Al-Sadate –, iront faire leur « *devoir* ». « *Je vais voter Sissi parce que je veux que mon pays aille de l'avant. Je suis prête à sacrifier un peu de ma liberté pour cela* », explique Haggar, une étudiante en agriculture de 20 ans. « *Quand on voit dans quel état*

était le pays en 2013, on voit le chemin parcouru. Je regrette seulement qu'il ait laissé l'écart se creuser entre les riches et les pauvres. Mais il va y remédier », se rassure Adir, une chargée de cours en sciences de l'éducation de 24 ans.

« Le parti du canapé »

« *Les femmes aiment faire la danse du ventre devant les bureaux de vote, c'est pour cela qu'elles vont voter* », se moque leur camarade Mohamed, un étudiant en informatique de 22 ans. Issu d'une famille « *proche de l'armée* » avec qui il se dit en porte-à-faux, il revendique son appartenance au « *parti du canapé* », celui des observateurs silencieux qui n'ont pas même participé à la révolution.

Comme des millions de jeunes Égyptiens, son exutoire est le sarcasme. Des dizaines de groupes alimentent les réseaux sociaux de mêmes, des vidéos ou images qui moquent le président. « *Internet*

est le lieu où je peux avoir une certaine liberté et découvrir d'autres opinions », explique Eslam, membre du groupe Société sarcastique égyptienne. « *Les mêmes font rire les gens, sans être agressifs ou violents. C'est un moyen pacifique d'expression* », dit-il.

Cet étudiant en pharmacie de 22 ans pense aller voter. « *Ça semble inutile, mais c'est mon droit et mon avenir. Sissi n'a rien fait qui ait changé ma vie, mais j'ai envie de lui donner une chance de faire mieux* », dit-il. Bientôt diplômé et promis au service militaire, Eslam regarde avec envie les initiatives lancées en 2015 par le président en direction des jeunes, comme les Forums mondiaux pour la jeunesse ou le Programme présidentiel pour les jeunes leaders.

« *On se demande comment ils choisissent les participants. On ne voit jamais passer les appels à candidature* », déplore-t-il. Les nouvelles associations étudiantes proches du régime sont au cœur de ces initiatives destinées, selon la politologue, à « *créer une nouvelle élite de la jeunesse sans le dire, dépolitisée mais non dépourvue d'esprit critique, qui sert de contre-modèle à la jeunesse rebelle ou à celle des Frères musulmans* ». ■

HÉLÈNE SALLON

LE CONTEXTE

PRÉSIDENTIELLE SANS ENJEU

Le chef de l'Etat égyptien Abdel Fatah Al-Sissi, 63 ans, est assuré de sa réélection lors de l'élection présidentielle qui s'est ouverte, lundi 26 mars, pour trois jours, et dont le seul enjeu réside dans la participation. Son unique adversaire, Moussa Mostafa Moussa, 65 ans, est un soutien notoire de M. Sissi, qui dit s'être présenté pour éviter au président de se retrouver seul en lice. Dans un pays confronté à des attentats djihadistes depuis 2013, et après une nouvelle attaque, samedi 24 mars à Alexandrie, dans laquelle deux policiers ont été tués, les opérations de vote se déroulent sous haute surveillance. « Rien ne fera peur au peuple égyptien, ni les attaques terroristes ni quoi que ce soit d'autre », a déclaré le premier ministre, Chérif Ismail.